

M. Stanfield: Je crains que mon temps de parole ne soit bientôt écoulé. Je ne suis pas intervenu réellement pour sermonner le ministre, mais avant de me rasseoir j'aimerais lui dire que dans ce domaine crucial du contrôle de la prolifération nucléaire, nous voyons sur le plan international la même politique de maladresse et de gaucherie que nous avons vue auparavant et qui a conduit le monde à la catastrophe. Cette fois-ci le gouvernement du Canada ne saurait dire avec désinvolture que cette maladresse internationale est le fait des grandes puissances sur lesquelles nous n'avons aucun moyen d'action ou avec lesquelles nous n'avons aucun rapport. Ce n'est pas un gâchis qu'on nous impose, c'est un gâchis auquel participent le Canada et son gouvernement. J'avertis le ministre de ce qui se passe; il ne s'agit pas d'une affaire dans laquelle le Canada ne joue aucun rôle parce que les membres du gouvernement y vont de leur propagande et le mot rend assez bien l'idée, parce que l'art du boniment revêt, de toute évidence, un très grande importance dans leur esprit.

Des voix: Bravo!

● (1710)

[Français]

M. Maurice Dupras (Libelle): Monsieur le président, au début de ses observations, l'auteur de la motion, l'honorable député de Northumberland-Durham (M. Lawrence), indiquait à la Chambre qu'il n'avait pas de chances d'engager un débat sur la participation du gouvernement canadien dans la vente de matériel nucléaire, et que c'était dû à une journée de l'opposition s'il pouvait avoir une chance de questionner le ministre sur ce sujet. Je voudrais dire à l'auteur de la motion, monsieur le président, qu'il en a eu des chances et qu'il en a tiré profits et avantages. Il a eu deux chances le 6 ou 7 mars 1975, et le 13 mars 1975. Il a eu une autre chance le 22 du mois de mai 1975, et les dernières chances qu'il a eues étaient les 2 et 12 décembre dernier, alors que, effectivement, il adressait des questions au ministre sur la politique canadienne.

Et monsieur le président, je voudrais tout de suite féliciter le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. MacEachen) de son excellent exposé et de la clarté avec laquelle il l'a fait et j'espère que cette fois, monsieur le président, tous les partis, ainsi que les députés de l'opposition, auront compris ce qu'est la politique du Canada à l'égard de la vente de matériel nucléaire aux pays qui ont signé l'entente de non-prolifération.

Ce que je voudrais faire, monsieur le président, au cours des 15 prochaines minutes qu'on m'a consacrées, je voudrais surtout parler de la partie de la motion qui traite de la vente de matériel nucléaire qu'on a faite à l'Inde. Et cette explosion nucléaire que plusieurs d'entre nous, et je vois que l'auteur de la motion fait la même erreur, confondent avec l'explosion d'une bombe atomique. Il y a un monde de différences, monsieur le président, entre l'explosion d'une bombe atomique, je devrais dire la détonation d'une bombe atomique, et une explosion nucléaire.

Et c'est ce qui s'est produit dans le Pakistan en 1974, monsieur le président, cela m'a été raconté par des Indiens et non par des Canadiens, c'est que, premièrement, cette explosion n'était pas une bombe et que, deuxièmement, les Indiens auraient pu se prévaloir de leur expertise, de leur capacité de réaliser une explosion nucléaire bien avant 1974.

Ce que je suis en train de dire, monsieur le président, c'est que les Indiens nous informent qu'ils n'avaient absolument aucun besoin de notre expertise ou de notre matériel pour l'explosion de 1974. Ils auraient même pu déclen-

cher cette explosion avant les Chinois, soit il y a bientôt une dizaine d'années.

Je me demande donc d'où vient cette crise d'hystérie qui a causé au peuple indien d'énormes appréhensions, si l'on se rappelle le programme de coopération que nous entretenons avec l'Inde depuis bientôt 20 ans, depuis son indépendance, et surtout depuis ces dernières années.

Et si on regarde l'importance, la somme de contributions que le Canada a faites en faveur de ce malheureux peuple et l'importance que ces gens attachent à la contribution canadienne, on comprendra assez facilement qu'ils s'interrogeaient sur l'avenir de notre programme de coopération et sur l'usage que les Indiens font du matériel nucléaire qu'on leur a vendu. Ce n'est certainement pas pour poursuivre l'ambition de produire des bombes atomiques et de s'en servir. Les Indiens constituaient un peuple pacifique. Ils ont été bien plus longtemps occupés ou attaqués qu'ils ont été attaqués ou occupants. C'est un peuple qui a besoin de l'aide du Canada, c'est un pays qui n'est pas pourvu de richesses naturelles comme le Canada. Pour les aider, les pays industrialisés ont dû construire, comme on le sait, un réseau de canaux qui contribue à rendre la terre qui était stérile un peu plus fertile, mais il existe encore d'autres besoins. L'énergie est un des grands besoins qui entachent l'économie de l'Inde, et c'est pour cette raison, monsieur le président, qu'on attache tellement d'importance à la participation du Canada à la poursuite de ce programme de coopération qu'on a engagé depuis si longtemps.

Il n'y a pas un Indien que j'ai rencontré qui croit une minute que son pays a des ambitions de développer et de produire une bombe atomique et même d'en faire la livraison. Et je ne le tiens pas seulement que des gens de la rue, monsieur le président, j'ai eu l'occasion, comme d'autres délégués en Inde en novembre dernier, comme certains délégués du parti du motionnaire, de rencontrer le secrétaire aux affaires étrangères de l'Inde, M. Kamas Singh, qui nous a assurés, monsieur le président, qu'il n'était pas question de poursuivre une ambition de fabriquer des bombes atomiques et de dépenser des sommes fabuleuses dans ce domaine. Tout au contraire, c'est cette expertise, ces connaissances qu'ils veulent développer, et surtout en vue de développer économiquement leur pays qui en a tant besoin. Ils veulent aussi contribuer à développer un pouvoir qu'ils peuvent développer d'une façon assez économique. Et ils ne sont pas les seuls qui le font si l'on constate, par exemple, qu'au cours des derniers mois, c'est le moyen le moins dispendieux, le plus économique de produire l'énergie. Déjà, à la fin de 1974, on comptait pas moins de 170 réacteurs dans 19 pays. Ces 170 réacteurs produisaient pas moins de 73,000 mégawatts électriques, et l'on prévoit que d'ici 1980 quelque 28 pays pourront produire 185,000 mégawatts.

Est-ce à nous, les Canadiens, de priver un pays en développement, un pays qui en a un très grand besoin, de priver les Indiens de la liberté de se prévaloir de cette forme d'énergie qui est économique et qui peut s'installer un peu partout dans leur vaste pays? Il est bien clair que ce n'est pas l'intention des Indiens de produire une bombe atomique. Je l'ai déjà dit: On en a l'assurance d'une grande partie de la population, de ceux qui sont en place et responsables.

Je crois que certains de mes collègues qui étaient délégués à l'Inde, en novembre dernier, ont été à même d'être exposés aux propos des gouvernants, des parlementaires indiens qui nous ont entretenus. Ils n'ont pas manqué de nous entretenir et de convaincre plusieurs d'entre nous de